droit qu'ils ont à l'égalité politique ; égalité qu'ils ont de par la nature et qu'ils doivent conserver de par la loi.

Notre premier droit est donc pour la liberté ; et notre premier devoir est de la garder intacte ; de la défendre comme nous défendons notre vie. Pour cela, surveillons nos institutions politiques ; regardons-les toujours d'un œil jaloux ; développons-les, perfectionnons-les, mais ne les détruisons pas. En elles nous avons pu trouver la liberté ; hors d'elles nous la perdriions. Méfions-nous de l'inconnu, vers lequel les peuples les plus sages se sentent entraînés comme s'ils étaient pris de vertige, et n'oublions pas que bien des peuples ont versé le plus pur de leur sang, pour gagner moins de libertés que nous en avons.

Avant le christianisme, la conquête d'un peuple était son esclavage. Pourquoi ? Parce que ce peuple n'avait pas d'institutions politiques ; le sol, la terre était toute la patrie. Mais aujourd'hui que les institutions politiques sont devenues partie intégrante de la vie des peuples, la base et la condition de leur existence et de leurs libertés ; la conquête n'a plus les mêmes conséquences, du moins à certains points de vue. Voyez ce qui est arrivé à nos pères. Vaincus sur les plaines d'Abraham, ils sont restés libres et français ; et après plus d'un siècle de domination, leurs descendants accourus de toutes les parties de l'Amérique, ont pu, il y a deux ans, réunis sur ce qui fut autrefois un champ de bataille, devenu un sanctuaire où notre nation s'agenouilla pour recevoir la bénédiction du prêtre, chanter les louanges de la patrie française, près de ces deux tombes ouvertes pour recevoir deux héros, sous la bouche des canons de la citadelle de la vieille cité de Champlain, à l'ombre de l'étendard royal que la mère et la fille nous ont appris à chérir, et dans cette belle langue que nous aimons tant, emblème de notre nationalité et monument impérissable de notre fidélité à la grande race qui nous a donné la vie.